

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2010

8 septembre 2010

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**concernant la problématique
de la sécurité alimentaire mondiale
dans les pays en voie de développement**

(déposée par M. Denis Ducarme)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2010

8 september 2010

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende het vraagstuk
van de wereldwijde voedselzekerheid
in de ontwikkelingslanden**

(ingediend door de heer Denis Ducarme)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
sp.a	:	socialistische partij anders	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
PP	:	Parti Populaire	
Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)
Publications officielles éditées par la Chambre des représentants		Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers	
Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.laChambre.be e-mail : publications@laChambre.be		Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.deKamer.be e-mail : publicaties@deKamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Introduction

La présente proposition de résolution reprend le texte de la proposition de résolution DOC 52 2325/001.

Le concept de sécurité alimentaire fait référence à la disponibilité, à l'accès à la nourriture en quantité et en qualité suffisantes, à la stabilité que ce soit en termes d'infrastructures mais aussi de stabilité politique et économique. Alors que la population mondiale approchera prochainement et inexorablement les 10 milliards, des questions concernant le changement climatique, la pénurie croissante de pétrole, l'accès à l'eau et l'existence de terres de qualité mettront à l'épreuve la capacité de la planète à produire suffisamment de nourriture pour tout le monde.

Le nombre de personnes sous-alimentées ayant augmenté approximativement de 105 millions en 2009, on compte à l'heure actuelle 1 017 millions exactement de personnes souffrant de la faim dans le monde, ce qui signifie que presque un sixième de l'humanité est victime de sous-alimentation. Soit le plus haut taux jamais enregistré. En deux ans, leur nombre s'est accru de deux cents millions. Deux causes essentielles à ce désastre: un pouvoir d'achat des classes les plus pauvres qui s'érode et une aide internationale qui se contracte fortement. En outre, la crise frappe de plein fouet les petites exploitations agricoles et les zones rurales, où vivent et travaillent 70 % des personnes souffrant de la faim dans le monde.

En 2007, la hausse mondiale des prix agricoles a été de 40 % en moyenne selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), tendance qui s'est exacerbée début 2008. Selon la Banque mondiale, le prix des produits de première nécessité a progressé de 80 % depuis 2005 entraînant des hausses des prix alimentaires qui ont elles-mêmes déclenché des émeutes de la faim dans de nombreux pays. Si la hausse a été en 2007 de 40 % en moyenne pour le blé, qui est à son prix le plus haut depuis vingt ans, il en a été de même pour le maïs, le riz mais aussi le soja, le colza et l'huile de palme qui maintiennent en vie, plus ou moins, les populations des pays pauvres. Pour les deux tiers de la planète une variation du prix du riz et de la farine signe le passage brutal à la faim. La flambée des prix est en plus une catastrophe pour les familles du tiers-monde, dont le revenu est consacré à hauteur de 70 % à l'alimentation, contre 15 % dans les pays développés.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Inleiding

Dit voorstel van resolutie neemt de tekst over van het voorstel van resolutie DOC 52 2325/001.

Met het begrip "voedselzekerheid" wordt de situatie aangeduid waarbij voldoende voedsel, van toereikende kwaliteit, beschikbaar en toegankelijk is, in een omgeving die niet alleen qua infrastructuur, maar ook politiek en economisch stabiel is. Nu de wereldbevolking onverbiddelijk afstevent op de kaap van de tien miljard bewoners zullen vraagstukken als de klimaatverandering, de toenemende olieschaarste, de watervoorziening en de aanwezigheid van kwalitatief hoogstaande gronden het vermogen van de planeet om voldoende voedsel voor iedereen te produceren, op de proef stellen.

Het aantal mensen dat met ondervoeding kampt, is in 2009 met 105 miljoen gestegen, waardoor thans precies 1,017 miljard mensen in de wereld honger lijden. Ondervoeding treft dus bijna één op zes mensen, wat meer is dan ooit tevoren. In twee jaar is het aantal ondervoede mensen met 200 miljoen gestegen. Voor die rampzalige toestand zijn er in hoofdzaak twee verklaringen: de afkalvende koopkracht van de armste bevolkingsgroepen en de fors krimpende internationale hulp. Daarbovenop heeft de crisis meedogenloze gevolgen voor de kleine landbouwbedrijven en de plattelandsgebieden, waar 70 % van de hongerlijders in de wereld wonen en werken.

Volgens de *Food and Agriculture Organization* (FAO) van de Verenigde Naties zijn de landbouwproducten in 2007 wereldwijd gestegen met gemiddeld 40 %, en die trend is begin 2008 nog versterkt. Volgens de Wereldbank zijn de prijzen voor de levensnoodzakelijke goederen sinds 2005 met 80 % gestegen. Als gevolg van de daaruit voortvloeiende voedselprijsstijgingen zijn in heel wat landen "voedselrellen" ontstaan. Niet alleen tarwe werd in 2007 gemiddeld 40 % duurder — waardoor dat gewas in twintig jaar nooit zo prijzig is geweest —, hetzelfde geldt voor maïs en rijst, maar ook voor soja, koolzaad en palmolie, waarmee de bevolkingsgroepen van de arme landen zich min of meer in leven trachten te houden. Twee derde van de mensheid dreigt honger te moeten lijden als de prijs van rijst en bloem plots schommelt. De opflakkerende prijzen zijn bovendien een ramp voor de gezinnen in de derde wereld, die zowat 70 % van hun inkomen besteden aan voeding, tegenover 15 % in de ontwikkelde landen.

Ces émeutes de la faim se sont déclenchées dans une quarantaine de pays comme l'Égypte, le Maroc, l'Indonésie, les Philippines, Haïti, l'Argentine, le Yémen, le Mexique, le Bangladesh, les Philippines, l'Ouzbékistan ainsi que plusieurs pays africains: le Nigeria, le Cameroun, le Zimbabwe, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Mozambique, la Mauritanie, le Sénégal ou encore le Burkina Faso. L'Asie est également victime de pénurie, notamment de riz. Actuellement la population mondiale consomme plus de riz qu'elle n'en produit; les stocks mondiaux ne cessent de diminuer et atteignent des niveaux critiques. En sept ans, les stocks de riz blanc ont été divisés par deux, passant de 147 millions de tonnes en 2000 à 71 millions en 2007. La situation est d'autant plus dramatique que comme le rappelle la FAO: *“Le riz est l'aliment de base pour plus de la moitié de la population mondiale. Pour ne citer qu'un exemple, en Asie, plus de 2 milliards de personnes tirent 60 à 70 % de leur apport énergétique du riz et de ses dérivés”*.

En l'espace de deux ans, les prix mondiaux des denrées alimentaires ont augmenté de plus de 80 % en moyenne tandis que les stocks de céréales atteignaient le niveau historiquement faible et préoccupant de 40 jours de réserve en 2008, note le rapport d'initiative du député européen Mairead McGuinness. Si les prix des denrées de base sont maintenant revenus à des niveaux proches de 2006, la FAO et l'OCDE redoutent que leur volatilité s'accroisse alors que la demande alimentaire mondiale devrait doubler d'ici 2050. En 2009, les prix agricoles sont orientés à la baisse, après avoir flambé au cours des deux dernières années, ont indiqué la FAO et l'OCDE. Celles-ci soulignent par ailleurs *“la faiblesse persistante de l'économie mondiale”* qui devrait freiner *“les prix des denrées de base au cours des 2 ou 3 prochaines années”* avant que ceux-ci repartent à la hausse *“sous l'effet de la reprise économique”* pour arriver à des niveaux légèrement plus élevés en 2018 que sur la période 1997-2006 concernant les produits laitiers, et à un niveau équivalent pour la viande. S'agissant des productions végétales, les prix seront orientés à la hausse par rapport à la moyenne de 1997-2006. D'après le rapport, ils devraient être plus élevés de 10 à 20 %. Ces données rejoignent celles annoncées dans le rapport du Cercle Cyclope, publié en mai dernier où les analystes s'accordaient à dire que les cours de plusieurs céréales et autres matières premières agricoles resteraient tendus en 2009.

Selon la FAO, 17 % de l'aide au développement devrait être investie dans l'agriculture, soit cinq fois plus qu'actuellement. En outre, afin de pouvoir nourrir la totalité de la population de la planète, la production agricole devra croître de 70 % d'ici à 2050. 2,3 milliards de

Voedselrellen zijn al uitgebroken in een veertigtal landen, waaronder Egypte, Marokko, Indonesië, de Filipijnen, Haïti, Argentinië, Jemen, Mexico, Bangladesh, Oezbekistan, alsook in verschillende Afrikaanse landen als Nigeria, Kameroen, Zimbabwe, Guinee, Ivoorkust, Mozambique, Mauritanie, Senegal en Burkina Faso. Ook in Azië heerst voedselschaarste, vooral wat rijst betreft. Vandaag wordt wereldwijd meer rijst verbruikt dan er wordt verbouwd; de voorraden slinken zienderogen en naderen een kritiek punt. In zeven jaar is de voorraad witte rijst gehalveerd, van 147 miljoen ton in 2000 tot 71 miljoen ton in 2007. Die situatie is bijzonder dramatisch, te meer daar rijst, zoals de FAO in een persbericht van 2 april 2008 aangeeft, *“(vertaling) voor meer dan de helft van de wereldbevolking het basisvoedingsmiddel is. Zo halen in Azië meer dan twee miljard mensen 60 à 70 % van hun energiebehoeften uit rijst en rijstproducten”*.

In twee jaar is de prijs van voedingsmiddelen wereldwijd gemiddeld ruim 80 % gestegen, terwijl de graanvoorraden in 2008 het historisch lage en zorgwekkende peil heeft bereikt waarbij de wereldbevolking slechts veertig dagen van graan kan worden voorzien, vermeldt het initiatiefverslag van Europees parlamentslid Mairead McGuinness. De prijzen van de basisvoedingsmiddelen benaderen weliswaar weer hun peil van 2006, de FAO en de OESO vrezen dat ze alleen maar volatieler zullen worden nu wordt verwacht dat de wereldwijde vraag naar voedsel tegen 2050 zal verdubbelen. In 2009 lijken de landbouwprijzen veeleer te dalen, terwijl ze de twee voorgaande jaren fors stegen, stelden de FAO en het OESO. Die instanties wezen er in hun *“Agricultural Outlook 2009”* overigens op dat de prijzen van de basisvoedingsmiddelen, door de aanhoudende zwakte van de wereldwijde economie, de komende twee à drie jaar binnen de perken zouden moeten blijven, maar dat die daarna, wanneer de economie weer aantrekt, zullen opflakkeren en in 2018, in vergelijking met de periode 1997-2006, iets hoger zullen liggen voor melkproducten en min of meer gelijk zullen blijven voor vlees. Voor plantaardige gewassen verwacht diezelfde studie dat de prijzen zo'n 10 à 20 % zullen uitstijgen boven het gemiddelde voor de periode 1997-2006. Die stellingen sluiten aan bij de gegevens van het rapport van het Franse adviesbureau Cyclope van mei 2009, waarin alle analisten verwachtten dat de koersen van verschillende granen en andere landbouwgrondstoffen in 2009 amper zouden bewegen.

Volgens de FAO zou 17 % — vijfmaal meer dan nu het geval is — van de ontwikkelingshulp naar landbouw moeten gaan. Bovendien zou de landbouwproductie tegen 2050 met 70 % moeten toenemen als men ervoor wil zorgen dat de hele wereldbevolking te eten heeft.

personnes en plus sont attendues d'ici à cette échéance, portant la population à 9,7 milliards d'hommes. Ces chiffres, récemment dévoilés par la FAO sont la "*preuve d'un optimisme prudent sur le potentiel du monde à se nourrir d'ici à 2050*", selon Hafez Ghanem, sous-directeur général. Dans ce contexte, s'assurer du bon déroulement de la situation actuelle s'avère nécessaire pour préparer l'avenir.

Le paysage alimentaire mondial n'est pas particulièrement réjouissant. Des craintes planent notamment sur l'Asie, dont l'autosuffisance alimentaire est particulièrement incertaine. La "révolution verte", initiée dans les années 1970 pour passer d'une agriculture traditionnelle à des cultures de masse et davantage sécurisées, montre ses dommages collatéraux: pollution des nappes phréatiques, difficultés à trouver de nouvelles terres. L'essor spectaculaire de la production, permis par l'utilisation d'engrais, le développement de l'irrigation et la culture de variétés à cycle court et à haut rendement, a ignoré les principes d'un développement durable.

Trois défis mondiaux à relever

1. Terres arables

Pour suivre la croissance des besoins alimentaires tels que décrits par la FAO, les terres arables devront augmenter de 120 millions d'hectares en l'espace de quarante ans. Le défi s'annonce majeur en termes d'aménagement du territoire: la majorité des terres inexploitées sont soit recouvertes par des forêts, dont l'impact environnemental est particulièrement apprécié dans le contexte actuel, soit éloignées des infrastructures de communication ou alors présentent des caractéristiques particulières.

2. Céréales

Au-delà de la question des terres arables, celle des céréales constitue le second grand problème posé à la communauté internationale en matière de sécurité alimentaire. Les stocks de blé restent particulièrement bas, une tendance qui devrait se poursuivre à long terme: en Afrique, la dégradation de la qualité de certaines terres, liée pour partie à l'urbanisation galopante, pénalise la production, causant à la fois des déséquilibres internes et externes. Il faut toutefois compter en parallèle sur l'émergence de quelques acteurs, parmi lesquels la Russie, qui se hisse désormais au même rang que les États-Unis en matière de production de blé.

Tegen die tijd komen er naar verwachting 2,3 miljard mensen bij, waardoor de wereldbevolking zo'n 9,7 miljard mensen zal tellen. Die cijfers, die de FAO onlangs in een rapport heeft bekendgemaakt, zijn het "*(vertaling) bewijs van een voorzichtig optimisme over het vermogen van de wereld iedereen tegen 2050 van voedsel te voorzien*", aldus Hafez Ghanem, onderdirecteur-generaal, in het persbericht van 23 september 2009 over dat rapport. In die context is het met het oog op de toekomst zaak erover te waken dat de huidige situatie goed verloopt.

De toestand van de voedselvoorziening in de wereld stemt niet bepaald tot vreugde. Er heerst vooral twijfel met betrekking tot Azië, waar het vermogen om zelf in de eigen voedselbehoeften te voorzien, bijzonder onzeker is. De in de jaren zeventig ontloken "groene revolutie" waarbij de overgang van klassieke landbouw naar grootschalige en veiligere landbouwteelten werd gepredikt, blijkt nu heel wat neveneffecten te hebben gehad, zoals verontreinigd grondwater en grondschaarste. De spectaculaire groei van de productie dankzij het gebruik van meststoffen, de algemene toepassing van irrigatie en de verbouwing van kortecyclusvariëteiten met een hoog rendement staan haaks op de beginselen van duurzame ontwikkeling.

Drie wereldwijde uitdagingen

1. Akkerlanden

Als men wil kunnen voorzien in de toenemende voedselbehoeften die de FAO beschrijft, moeten de beschikbare akkerlanden in veertig jaar tijd met 120 miljoen hectare worden uitgebreid. De uitdaging inzake ruimtelijke ordening is er een van formaat: de meeste braakliggende gronden zijn ofwel ingepalmd door bossen — wat in de huidige context alleen maar het milieu ten goede komt —, ofwel ver verwijderd van alle communicatie-infrastructuur, ofwel atypisch van aard.

2. Graan

Naast het vraagstuk van de akkerlanden is het vraagstuk van de graanvoorraden inzake voedselzekerheid de tweede grote uitdaging voor de internationale gemeenschap. De tarwevoorraden stellen nog altijd niet veel voor, en op de lange termijn wordt geen beterschap verwacht: in Afrika gaat de achteruitgaande kwaliteit van bepaalde gronden, deels als gevolg van de uitdijende verstedelijking, ten koste van de productie, waardoor het evenwicht zowel intern als extern zoek raakt. Tegelijk moet men rekenen op de komst van spelers als bijvoorbeeld Rusland, dat qua tarweproductie de Verenigde Staten heeft bijgebeend.

La FAO, dans un rapport publié fin septembre 2009, estime qu'il faudrait augmenter de 70 % la production agricole de la planète pour répondre, en 2050, aux besoins alimentaires de tous ses habitants. Cela sans tenir compte de l'essor des agrocarburants, qui entraînera des besoins encore plus importants. La crise actuelle a renforcé les inquiétudes contre les biocarburants. Naguère, ceux-ci étaient considérés par une partie des écologistes comme l'une des alternatives possibles au pétrole. Mais leurs partisans sont de moins en moins nombreux. L'exploitation de biocarburants se fait en effet au détriment des autres cultures. Et lorsque les prix du pétrole flambent, cela se répercute sur les prix de ces produits, et du même coup sur les prix de tous les autres produits agricoles. Pas moins de 100 millions tonnes de céréales seront transformées cette année en carburants, ce qui mettra les stocks planétaires à leur plus bas niveau depuis des décennies. Or, 100 millions de tonnes peuvent nourrir 450 millions de personnes pendant un an.

Aujourd'hui, environ 1,5 milliard d'hectares, soit environ 10 % des terres émergées, sont cultivés. Quelque 2,7 milliards d'hectares pourraient l'être également. Toutefois, comme le note la FAO, un problème écologique se pose à cet égard: ces surfaces se situent pour la plupart en Amérique latine et en Afrique subsaharienne et ont "*d'importantes fonctions écologiques*". L'institution spécialisée des Nations Unies préfère donc miser sur une intensification des modes de production, qui devrait permettre de couvrir, selon elle, 90 % des nouveaux besoins. Et ce même si la croissance des rendements a considérablement ralenti, ces dernières années, dans de nombreux pays. Pour les céréales, ce taux de croissance est ainsi passé, selon la FAO, de 3,2 % dans les années 1960 à 1,5 % dans les années 2000.

3. Prix des matières premières agricoles

Les prix des matières premières agricoles représentent le troisième défi à l'échelle mondiale. En ligne de mire, la spéculation, pointée du doigt lors de l'éclatement de la crise alimentaire au premier trimestre 2008. Entre 2006 et 2008, le prix des denrées alimentaires s'est envolé de 60 %, pénalisant de nombreuses populations prises en étau entre une agriculture domestique faible et des revenus très modestes. Les prix internationaux des produits alimentaires de base ont augmenté d'environ 60 % alors que ceux des céréales doubleraient; les prix moyens des denrées alimentaires sont toujours 17 % plus élevés qu'en 2006 et 24 % de plus qu'en 2005. 31 pays se trouvent dans une situation de crise alimentaire nécessitant une aide d'urgence. Parmi ces pays, une vingtaine sont en Afrique, neuf en Asie et au Moyen-Orient et deux en Amérique centrale et les Caraïbes. Selon la FAO, la flambée des prix alimentaires

In een rapport van eind september 2009 stelt de FAO dat de wereldwijde landbouwproductie met 70 % moet stijgen om in 2050 te kunnen voorzien in de voedselbehoefte van de hele wereldbevolking. Dat is evenwel gerekend zonder de opmars van de agrobrandstoffen, waardoor de noden nog hoger zullen zijn. Door de huidige crisis is de ongerustheid in verband met de biobrandstoffen alleen maar toegenomen. Tot voor kort werden die door een deel van de milieubeweging beschouwd als een alternatief voor olie. Het aantal pleitbezorgers ervan neemt echter af. De exploitatie van biobrandstoffen gaat immers ten koste van de teelt van andere gewassen. Gaan de olieprijsen de hoogte in, dan worden ook die producten, en meteen alle andere landbouwproducten, duurder. Niet minder dan 100 miljoen ton graan zal dit jaar worden omgezet in brandstof, waardoor de graanvoorraden zullen slinken tot hun laagste peil sinds decennia. Met 100 miljoen ton graan kunnen 450 miljoen mensen gedurende een jaar worden gevoed.

Vandaag wordt zo'n 1,5 miljard hectare, dus ongeveer 10 % van het vasteland, bewerkt. Voor zo'n 2,7 miljard hectare zou dat ook het geval kunnen zijn. Niettemin rijst in dat verband, zoals de FAO opmerkt, een ecologisch probleem: die gronden liggen vooral in Latijns-Amerika en zwart Afrika, en hebben, aldus de FAO, belangrijke ecologische functies. De FAO verkiest dan ook een intensivering van de teeltwijzen, waarmee volgens haar kan worden tegemoetgekomen aan 90 % van de nieuwe behoeften, ook al is de rendementsstijging de jongste jaren in heel wat landen fors vertraagd. Voor granen is dat groeipercentage volgens de FAO verminderd van 3,2 % in de jaren 1960 tot 1,5 % in de jaren 2000.

3. Prijs van de landbouwgrondstoffen

De prijs van de landbouwgrondstoffen vormt de derde wereldwijde uitdaging. Het grote knelpunt in dat verband is beslist de speculatie, die aan de kaak werd gesteld bij het uitbreken van de voedselcrisis in het eerste kwartaal van 2008. Tussen 2006 en 2008 is de prijs van de levensmiddelen met 60 % de hoogte ingeschoten, waardoor tal van bevolkingsgroepen het krap kregen, geprangd als ze zijn tussen een kwakkelende particuliere landbouw en zeer bescheiden inkomsten. De internationale prijzen van de basislevensmiddelen stegen met circa 60 %, terwijl die van graan verdubbelde. De gemiddelde prijzen van de levensmiddelen liggen nog steeds 17 % hoger dan in 2006, en 24 % hoger dan in 2005. 31 landen kampen met een voedselcrisis die dringend noodhulp vereist. Onder die landen een twintigtal Afrikaanse, 9 uit Azië en het Midden-Oosten en 2 uit Centraal Amerika en de Caraïben. Volgens de

a fait grimper de 115 millions le nombre d'affamés dans le monde rien que cette année. Certes, les années à venir seront marquées par les suites de la crise, qui entraîne un glissement des prix agricoles, mais ceux-ci seront *in fine*, selon l'OCDE et la FAO, plus élevés qu'actuellement. L'échéance fixée pour cette remontée, 2018, semble encore lointaine.

Enfin, la sauvegarde du patrimoine génétique alimentaire mondial est en question. Seulement 150 plantes assurent aujourd'hui l'essentiel de l'alimentation, contre 10 000 plantes dans le passé. "*Les trois quarts de la diversité génétique des cultures agricoles auraient disparu au cours du dernier siècle*", explique la FAO qui met en exergue les risques induits par ces changements de comportements alimentaires.

Insécurité alimentaire constitue une menace pour l'humanité

L'insécurité alimentaire mondiale s'est aggravée et continue de constituer une dangereuse menace pour l'humanité. Les prix des denrées alimentaires se maintiennent à des niveaux obstinément élevés dans les pays en développement, si bien que le nombre de personnes souffrant de la faim ne cesse d'augmenter depuis quelques années. La crise économique mondiale, qui se répercute sur l'emploi et exacerbe la pauvreté, ne fait qu'aggraver la situation. Le ralentissement des investissements directs étrangers et la baisse des exportations de matières premières devraient se traduire par un accroissement du chômage dans les pays pauvres. Compte tenu des perspectives économiques des pays riches, on s'attend à une baisse de l'aide au développement et de l'assistance humanitaire. Selon la Banque mondiale, en 2008, le montant officiel des envois de fonds des travailleurs émigrés se chiffrait à quelque 300 milliards de dollar, soit 2 % du produit intérieur brut de l'ensemble des pays en développement. Le ralentissement de l'activité, en particulier dans le secteur de la construction et dans l'industrie manufacturière — qui traditionnellement font largement appel aux travailleurs immigrés — entraînera une forte baisse du montant des envois de fonds destinés aux familles pauvres des villes comme des campagnes.

Selon les estimations, la production mondiale de céréales aurait atteint, en 2008, le chiffre record de 2 245 millions de tonnes, quantité suffisante pour couvrir les besoins annuels projetés et permettre une modeste reconstitution des stocks mondiaux. Cette augmentation est toutefois à inscrire à l'actif des pays développés, qui ont réagi à l'évolution favorable des prix en augmentant leur production céréalière de 11 %. Pour les pays

FAO heeft de forse stijging van de voedselprijzen het aantal hongerlijders in de wereld alleen al dit jaar met 115 miljoen doen toenemen. De komende jaren zullen uiteraard nog worden getekend door de nasleep van de crisis, met verschuivingen in de landbouwprijzen, maar *in fine* zullen die prijzen volgens de OESO en de FAO op een hoger niveau uitkomen dan vandaag. Dat hogere niveau wordt verwacht tegen 2018, wat nog ver weg lijkt.

Tot slot vormt ook de bescherming van het genetisch wereldvoedselerfgoed een uitdaging. Vandaag zorgen slechts 150 planten voor het merendeel van onze voedselverschaffing, tegenover 10 000 planten in het verleden. Volgens de FAO is tijdens de vorige eeuw drie vierde van de genetische diversiteit in de landbouwproductie verloren gegaan, wat wijst op de risico's die wijzigingen in ons voedselpatroon inhouden.

Voedselonzekerheid vormt een bedreiging voor de mensheid

De voedselonzekerheid is wereldwijd toegenomen en blijft een ernstig gevaar vormen voor de mensheid. De prijs van de levensmiddelen in de ontwikkelingslanden blijft hardnekkig hoog, waardoor het aantal hongerlijders sinds enkelen jaren gestaag stijgt. Die gang van zaken wordt nog verergerd door de economische wereldcrisis, die de werkgelegenheid aantast en de armoede doet toenemen. De vertraging van de directe buitenlandse investeringen en de daling van de grondstoffenuitvoer zal in de arme landen tot meer werkloosheid leiden. Gelet op de economische vooruitzichten in de industrielanden valt een terugval van de ontwikkelingshulp en de humanitaire hulp te verwachten. Volgens de Wereldbank stuurden de geëmigreerde werknemers in 2008 officieel circa 300 miljard dollar naar hun respectieve thuislanden op, ofwel 2 % van het bruto binnenlands product van alle ontwikkelingslanden samen. De vertraging van de economie, inzonderheid in de bouwsector en de verwerkende nijverheid, die traditioneel veel met immigranten werken, zal toe een forse daling leiden van de bedragen die naar de arme gezinnen in de steden en op het platteland in de ontwikkelingslanden worden opgestuurd.

Volgens ramingen zou de wereldgraanproductie in 2008 een recordopbrengst van 2 245 miljoen ton hebben opgeleverd. Dat is voldoende om de geschatte behoeften voor één jaar te dekken en de wereldvoorraden in zeker mate opnieuw aan te vullen. Die productietoename is echter toe te schrijven aan de industrielanden, die hebben gereageerd op de gunstige prijsevolutie door hun productie met 11 % op te voeren. In de

en développement, en revanche, l'augmentation n'a été que de 1,1 %. En fait, si l'on exclut la Chine, l'Inde et le Brésil, la production dans le reste du monde en développement a en fait diminué de 0,8 %. Les exploitants agricoles les plus pauvres et les plus exposés à l'insécurité alimentaire, ceux qui avaient le plus grand besoin de tirer parti de la hausse du prix des céréales, n'ont pas pu saisir l'occasion pour accroître leur production, faute d'un accès suffisant aux intrants ou aux possibilités de commercialisation. Selon les calculs de la FAO, l'agriculture des pays en développement a besoin d'investissements de 30 milliards de dollars par an sous forme d'aide aux agriculteurs. C'est le niveau d'investissement nécessaire pour atteindre l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 consistant à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici 2015.

Défis en termes de sécurité alimentaire selon la FAO

La FAO a pointé les différents défis à relever en termes de sécurité alimentaire pour les prochaines années:

1° éliminer totalement la faim dans le monde. Non seulement assurer une production vivrière suffisante pour nourrir une population mondiale qui aura augmenté de 50 % et atteindra 9 milliards en 2050, mais aussi trouver les moyens de garantir à tous l'accès à une nourriture suffisante pour mener une vie saine et active;

2° mettre en place un système de gouvernance de la sécurité alimentaire plus cohérent et efficace aux niveaux national et international;

3° faire en sorte que les pays en développement puissent être compétitifs sur les marchés mondiaux des produits et que les politiques de soutien à l'agriculture ne créent pas de distorsions sur les marchés internationaux;

4° trouver des solutions pour que les agriculteurs, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, puissent avoir des revenus comparables à ceux de leurs concitoyens employés dans les secteurs secondaire et tertiaire;

5° mobiliser des investissements publics et privés supplémentaires considérables en faveur de l'agriculture et des infrastructures rurales et assurer l'accès des agriculteurs à des intrants modernes pour stimuler la production et la productivité vivrières dans les pays

ontwickelingslanden daarentegen bedroeg de stijging slechts 1,1 %. Als men China, India en Brazilië niet meerekent, was er zelfs een daling van de productie in de andere ontwikkelingslanden met 0,8 %. De armste landbouwers en zij die het meest aan de voedselonzekerheid zijn blootgesteld — kortom: zij die het meest nood hadden aan een stijging van de graanprijzen — hebben die kans op een productieverhoging niet kunnen grijpen, doordat zij onvoldoende toegang hebben tot productie- en commercialiseringsmiddelen. Volgens de berekeningen van de FAO heeft de landbouw in de ontwikkelingslanden nood aan investeringen ten belope van 30 miljard dollar per jaar, in de vorm van steun aan de landbouwers. Dat is het investeringsniveau dat vereist is om de doelstelling te bereiken van de wereldvoedseltop van 1996, waarop was vooropgezet dat de honger in de wereld tegen 2015 met de helft moet worden teruggedrongen.

Uitdagingen op het vlak van de voedselzekerheid volgens de FAO

De FAO heeft gewezen op de verschillende uitdagingen voor de komende jaren op het vlak van de voedselzekerheid:

1° de honger volledig uit de wereld bannen: niet alleen een levensmiddelenproductie garanderen die voldoende is om een wereldbevolking te voeden die met 50 % is toegenomen en in 2050 9 miljard mensen zal tellen, maar ook de middelen vinden om iedereen de toegang te waarborgen tot voldoende voedsel om een gezond en actief leven te leiden;

2° een nationaal en internationaal meer samenhangend en doeltreffender beheerssysteem van voedselzekerheid instellen;

3° zodanig handelen dat de ontwikkelingslanden op de productmarkten in de wereld concurrerend kunnen zijn en dat de beleidsmaatregelen ter ondersteuning van de landbouw geen verstoring van de internationale markten teweegbrengen;

4° oplossingen bedenken waardoor de landbouwers zowel in de ontwikkelde als in de ontwikkelingslanden een inkomen hebben dat vergelijkbaar is met dat van hun medeburgers die in de secundaire en de tertiaire sector werkzaam zijn;

5° aanzienlijke bijkomende overheids- en privé-investeringen mobiliseren ten gunste van de landbouw en de plattelandsinfrastructuur in het leven roepen en de toegang van de landbouwers tot moderne landbouwgrondstoffen garanderen, zodat de

en développement, notamment dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier;

6° étant donné que 30 pays, voire davantage, connaissent actuellement des situations d'urgence alimentaire, convenir de mécanismes plus efficaces de réaction rapide en cas de crise alimentaire;

7° faire en sorte que les pays soient préparés à s'adapter aux changements climatiques et à en atténuer les effets.

Il apparaît de plus en plus que l'objectif que s'était assigné le sommet alimentaire mondial de 1994 et qui avait été repris avec emphase par le sommet historique du Millénaire en l'an 2000 à New York aux Nations Unies ne sera jamais atteint. La communauté internationale s'était promis de diviser par deux la malnutrition dans le monde d'ici à 2015 pour la réduire à 420 millions d'êtres humains.

Réponses de la communauté internationale

Le gouvernement américain a fait de la faim chronique une priorité maîtresse de la politique étrangère des États-Unis en annonçant un milliard de dollars l'an prochain pour la sécurité alimentaire. D'autres pays se sont joints à cette lutte. Le Canada et la Belgique porteront cette année leur aide au développement à 0,70 % de leur PNB, un niveau que la France se promet d'atteindre en 2015 comme demandé par les Objectifs du Millénaire. Les principaux pays industrialisés se sont engagés à consacrer plus de 22 milliards de dollars au cours des trois prochaines années à la promotion d'une croissance économique fondée sur l'agriculture.

L'Union européenne a placé la sécurité alimentaire, l'agriculture et le développement rural au cœur de son aide aux pays en développement en leur fournissant un soutien rapide et massif pour lutter contre la recrudescence de la faim dans le monde. Son engagement cette année, dans le cadre de l'initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire mondiale, en est l'un des résultats concrets. La contribution de l'Union européenne, dans le cadre de cette initiative, s'élèvera à 2,7 milliards d'euros, ce qui la place au premier rang des donateurs. L'enveloppe d'un milliard d'euros, allouée au titre de la facilité alimentaire, a déjà été distribuée à hauteur de 85 %.

Depuis son lancement en décembre l'année dernière, on estime que plus de 33 millions de personnes ont bénéficié de la facilité alimentaire d'1 milliard d'euros dans

levensmiddelenproductie en –productiviteit in de ontwikkelingslanden worden gestimuleerd, met name in de landen met een gering inkomen en met een levensmiddelentekort;

6° in het licht van de noodsituatie op voedselvlak in op zijn minst 30 landen, doeltreffender regelingen afspreken om op voedselcrisisen te reageren;

7° ervoor zorgen dat de landen voorbereid zijn om zich aan te passen aan de klimaatverandering en om er de effecten van te verzachten.

Het lijkt er almaar meer op dat de doelstelling waarvoor op de wereldvoedseltop van 1994 was gekozen en die door de Verenigde Naties nadrukkelijk op de historische Millenniumtop in 2000 in New York was overgenomen, nooit zal worden gehaald. De internationale gemeenschap had zich voorgenomen de ondervoeding tegen 2015 te halveren en te beperken tot 420 miljoen mensen.

Antwoorden van de internationale gemeenschap

De Amerikaanse regering heeft van de chronische honger een hoofdprioriteit gemaakt in het buitenlands beleid van de VS door aan te kondigen voor volgend jaar een miljard dollar voor de voedselzekerheid te zullen opzijzetten. Andere landen hebben zich bij die strijd aangesloten. Canada en België zullen dit jaar hun ontwikkelingshulp op 0,70 % van het bbp brengen, een niveau dat Frankrijk zich voorneemt te halen in 2015, zoals in de Millenniumdoelstellingen is gevraagd. De belangrijkste geïndustrialiseerde landen hebben er zich toe verbonden de volgende drie jaar meer dan 22 miljard dollar te besteden aan de bevordering van een economische groei die op de landbouw is gebaseerd.

De Europese Unie heeft voedselzekerheid, landbouw en plattelandsontwikkeling centraal in haar hulp aan de ontwikkelingslanden geplaatst door snel en massaal steun te bieden om de toename van de honger in de wereld te bestrijden. De EU-verbintenis dit jaar in het kader van het initiatief van L'Aquila over de wereldvoedselzekerheid is daar een concreet resultaat van. De EU-bijdrage in dat kader zal 2,7 miljard euro bedragen, wat de Unie onder de donorlanden op de eerste plaats brengt. De enveloppe van één miljard euro die als voedsel-faciliteit is toegewezen, is al voor bijna 85 % verdeeld.

Sinds de lancering van de voedsel-faciliteit van 1 miljard euro in december van vorig jaar raamt men het aantal mensen die er gebruik hebben kunnen van maken in

le cadre de ses projets initiaux en cours. Par ailleurs, 80 millions de personnes reçoivent l'assistance du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM), qui en nourrit complètement 10 millions de personnes. Au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, la production alimentaire mondiale par habitant a augmenté de 25 %, alors que les prix diminuaient d'environ 40 %. Cependant, la sécurité alimentaire demeure d'actualité au début du XXI^e siècle. En dépit de la baisse de fertilité observée dans la majorité des pays, certains estiment qu'il devrait y avoir environ 9 milliards d'habitants en 2050 soit 34 % de personnes à nourrir de plus.

Il est généralement admis que les besoins alimentaires augmenteront dans les décennies à venir pour les raisons suivantes: augmentation de la population, ce qui implique une augmentation de la demande; augmentation du pouvoir d'achat de nombreux humains; augmentation de l'urbanisation, impliquant fréquemment un changement de la pratique alimentaire, en particulier une augmentation de la consommation de viande. Une offre suffisante et bien gérée est une condition indispensable pour faire disparaître la famine et la malnutrition mais aussi les risques d'instabilité, d'émeutes et de crises pouvant surgir en cas de famine. L'insatisfaction des besoins vitaux des populations, notamment en nourriture et en eau, est souvent une source importante de conflits. À ce sujet, l'augmentation de la population mondiale, estimée à 3 milliards de personnes supplémentaires d'ici à 2050, accentuera ces tensions dans toutes les régions du monde. Nous demandons, par conséquent, que cette dimension géostratégique soit prise en compte dans l'élaboration des politiques agricoles futures.

Le 8 juin 2009, la FAO a appelé au renforcement du système planétaire de gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale et au changement des aspects du commerce international qui ont entraîné un surcroît de faim et de pauvreté.

Relever le défi de la faim dans le monde est au cœur de la sécurité alimentaire et est essentiel pour le devenir de la stabilité politique de nombreuses régions dans le monde. La sécurité alimentaire est fonction de plusieurs facteurs: les sécheresses et les inondations causées par les changements climatiques, les aléas de l'économie mondiale qui agissent sur les prix alimentaires, et les flambées des cours pétroliers qui augmentent le coût des transports. En fait, la sécurité alimentaire est liée à la sécurité tout court. La faim chronique met en danger des individus, des gouvernements, des sociétés et des frontières nationales. Les gens qui souffrent de la famine ou de la sous-alimentation et qui ne peuvent nourrir leur famille, se sentent découragés et désespérés, ce qui

het kader van de daarop van start gegane projecten op 33 miljoen. Voorts ontvangen 80 miljoen mensen hulp via het VN-Wereldvoedselprogramma (PAM), waaronder 10 miljoen die er volledig door worden gevoed. In de loop van de tweede helft van de XX^{ste} eeuw is de wereldvoedselproductie per inwoner met 25 % toegenomen, terwijl de prijzen met ongeveer 40 % zijn gedaald. Toch blijft de voedselzekerheid aan het begin van de XXI^{ste} eeuw actueel. Ondanks de daling van het vruchtbaarheidscijfer in de meeste landen gaan sommigen ervan uit dat er in 2050 ongeveer 9 miljard mensen zullen zijn, of 34 % meer die moeten worden gevoed.

Het is een algemeen aanvaard gegeven dat de voedselbehoeften in de komende decennia zullen stijgen om de volgende redenen: een bevolkingsaanwas, wat een groeiende vraag impliceert; meer koopkracht voor meer mensen; voorts meer verstedelijking, wat vaak gewijzigde eetgewoonten impliceert, meer bepaald wat de vleesconsumptie betreft. Een toereikend, goed beheerd aanbod is een *conditio sine qua non* om niet alleen hongersnood en ondervoeding uit te bannen, maar ook het risico op instabiliteit, onlusten en crisissen die door hongersnood kunnen worden uitgelokt, te verhelpen. Het feit dat niet aan de levensbehoeften van de bevolking wordt voldaan, met name inzake voedsel en water, is een belangrijke bron van conflicten. In dat verband zal de aangroei van de wereldbevolking met naar schatting 3 miljard mensen tegen 2050, die spanningen op de spits drijven in alle regio's van de wereld. Derhalve vragen wij dat dat geostrategische aspect in aanmerking wordt genomen bij de uitwerking van de toekomstige landbouwbeleidsmaatregelen.

Op 8 juni 2009 heeft de Wereldvoedselorganisatie opgeroepen om het *governance*-systeem dat ertoe strekt wereldwijd voor voedselzekerheid te zorgen te versterken, alsook de facetten van de internationale handel bij te sturen welke tot meer honger en armoede hebben geleid.

De uitdaging aangaan om de honger de wereld uit te helpen, is het belangrijkste wat inzake voedselzekerheid op het spel staat, en ze is cruciaal voor de toekomst van de politieke stabiliteit in veel regio's van de wereld. Voedselzekerheid hangt af van verscheidene factoren: de door de klimaatwijziging veroorzaakte droogten en overstromingen, de grilligheden van de wereldeconomie die de voedselprijzen beïnvloeden, alsmede de plotse stijgingen van de olieprijs die de transportkosten de hoogte injagen. In feite gaat de voedselzekerheid hand in hand met veiligheid zonder meer. Voortdurende honger brengt mensen, regeringen, samenlevingen en landsgrenzen in gevaar. Mensen die te lijden hebben van hongersnood of ondervoeding, en niet bij machte

peut provoquer des tensions, des conflits et même de la violence. Depuis 2007, des émeutes causées par la précarité alimentaire ont éclaté dans plus de 60 pays. L'Afrique est le continent le plus touché: 32 % de sa population souffre de la faim. L'Asie est le continent où l'on trouve le plus grand nombre d'affamés: 642 millions. Proche-Orient et Afrique du Nord connaissent la plus forte croissance du nombre d'êtres humains souffrant de carences alimentaires (+ 13 %). Seuls le continent latino-américain et les Caraïbes se portent un peu mieux.

Revitaliser le secteur agricole mondial ne sera pas aisé. Il s'agit même d'une des tâches les plus ambitieuses sur le plan de la diplomatie et du développement à entreprendre. La réussite sera le gage d'une prospérité et d'une paix accrues dans les années à venir.

Denis DUCARME (MR)

zijn hun gezin te voeden, voelen zich ontmoedigd en wanhopig. Dat kan leiden tot spanningen, conflicten en zelfs geweld. Sedert 2007 zijn in meer dan 60 landen onlusten uitgebroken wegens voedselschaarste. Afrika is het ergst getroffen continent: 32 % van de bevolking lijdt er honger. Azië telt de meeste hongerlijders, met name 642 miljoen. De sterkste stijging van mensen met voedseltekorten doet zich voor in het Nabije Oosten en Noord-Afrika (+ 13 %). Alleen in Latijns-Amerika en de Caraïben gaat het enigszins beter.

Het wordt geen sinecure om de wereldwijde landbouwsector nieuw leven in te blazen. Het gaat zelfs om een van de meest ambitieuze opdrachten die op het stuk van diplomatie en ontwikkeling moeten worden ondernomen. Het welslagen daarvan zal borg staan voor meer voorspoed en vrede tijdens de komende jaren.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que la flambée des prix alimentaires de base, importante et imprévue, a eu lieu sur une période relativement brève, de septembre 2006 à février 2008; que, par ailleurs, les cours mondiaux d'autres produits alimentaires ont doublé au cours des deux dernières années et devraient demeurer élevés — malgré la chute actuellement enregistrée des prix de diverses céréales — ainsi que les marchés à terme l'indiquent;

B. considérant l'appel du 8 juin 2009 de la FAO à renforcer la sécurité alimentaire mondiale;

C. considérant que ces facteurs, conjugués à d'autres, ont eu des répercussions immédiates et graves pour un grand nombre de personnes; que, à l'échelon planétaire, la crise liée aux prix des produits alimentaires a plongé des millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté et la faim; que cette évolution a déclenché des émeutes et des troubles partout dans le monde, ajoutant à la déstabilisation de certains pays et de certaines régions de la planète; que même les stocks de l'Union européenne sont tellement sollicités que le programme alimentaire d'urgence ne dispose plus, à l'heure actuelle, d'aliments à distribuer et qu'en ce moment, selon les dernières estimations établies par des organisations luttant contre la faim dans le monde, une personne sur six est sous-alimentée et souffre de faim chronique dans les pays en développement et que plus de 30 000 enfants meurent chaque jour de faim et de pauvreté dans le monde;

D. considérant la déclaration finale¹ du sommet du G8 de juillet 2008 sur la sécurité alimentaire mondiale qui a appelé les ministres de l'Agriculture du G8 au développement de propositions concrètes et solides sur la sécurité alimentaire mondiale;

E. considérant l'article 39 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, concernant la production de denrées agricoles à des prix raisonnables;

F. considérant l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU de 1966, sur le droit à l'alimentation;

G. considérant la résolution du Parlement européen du 25 octobre 2007 sur la hausse des prix des aliments pour animaux et des denrées alimentaires et sa résolution du 22 mai 2008 sur la hausse des prix des denrées

¹ Voir http://www.mofa.go.jp/policy/economy/summit/2008/doc/doc080709_04_en.html.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. geeft aan dat de basisvoedselprijzen op betrekkelijk korte tijd — van september 2006 tot februari 2008 — plots fors en onverwacht zijn gestegen, dat voor het overige de prijzen van ander voedsel op de wereldmarkt de afgelopen twee jaar verdubbeld zijn en wellicht — afgaande op de stand van de termijnhandel — hoog zullen blijven, ondanks de huidige prijsdaling van diverse graanproducten;

B. verwijst naar de oproep van de FAO op 8 juni 2009 om de wereldwijde voedselzekerheid te versterken;

C. weet dat die factoren, in combinatie met andere aspecten, onmiddellijke en ernstige gevolgen hebben voor een groot aantal mensen; dat de voedselprijzen-gerelateerde crisis miljoenen mensen méér armoede en honger heeft doen lijden; dat deze evolutie overall ter wereld rellen en onlusten heeft uitgelokt, en aldus heeft bijgedragen tot de destabilisering van sommige landen en gebieden op aarde; dat zelfs de voorraden van de Europese Unie zo sterk slinken dat het noodvoedselprogramma in de huidige omstandigheden niet langer over voedsel beschikt om te verdelen; dat uit de recentste ramingen van de organisaties die de honger in de wereld bestrijden, blijkt dat in de ontwikkelingslanden momenteel een op zes mensen ondervoed is en voortdurend honger heeft, en dat wereldwijd meer dan 30 000 kinderen per dag sterven van honger en armoede;

D. verwijst naar de slotverklaring¹ van de G8-Top van juli 2008 over de internationale voedselzekerheid, waarin de ministers van Landbouw van de G8 worden opgeroepen concrete en degelijke voorstellen inzake de wereldwijde voedselzekerheid uit te werken;

E. vestigt de aandacht op artikel 39 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, over de productie van landbouwproducten tegen billijke prijzen;

F. wijst op artikel 11 van het Internationaal VN-Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten van 1966, over het recht op voedsel;

G. verwijst naar de resolutie van het Europees Parlement van 25 oktober 2007 over de prijsstijging van voedsel voor mens en dier, alsook naar de resolutie van het Europees Parlement van 22 mei 2008 over de

¹ Zie http://www.mofa.go.jp/policy/economy/summit/2008/doc/doc080709_04_en.html.

alimentaires dans l'Union européenne et les pays en développement;

H. considérant la résolution du Parlement européen du 29 novembre 2007, sur le thème "Faire progresser l'agriculture africaine — Proposition pour le développement agricole et la sécurité alimentaire en Afrique" et la résolution du Parlement européen du 13 janvier 2009, sur la politique agricole commune et la sécurité alimentaire mondiale (2008/2153(INI));

I. considérant les perspectives agricoles 2008–2017 publiées par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies (FAO) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE);

J. considérant les recommandations de l'évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD);

K. considérant les négociations en cours au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans le cadre du programme de Doha pour le développement;

L. considérant la déclaration de Paris du 2 mars 2005 sur l'efficacité de l'aide;

M. considérant la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant sur l'établissement d'une facilité de réponse rapide à la flambée des prix alimentaires dans les pays en développement (COM(2008)0450);

N. considérant le rapport de la commission du Parlement européen de l'agriculture et du développement rural et les avis de la commission du développement, de la commission des affaires étrangères, de la commission du commerce international et de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (A6-0505/2008);

O. considérant l'article 25, § 1^{er}, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, sur le droit à l'alimentation;

P. considérant la communication de la Commission du 20 mai 2008 au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, intitulée "Faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires — Orientations pour l'action de l'UE" (COM(2008)0321);

stijging van de voedselprijzen in de Europese Unie en in de ontwikkelingslanden;

H. wijst op de resolutie van het Europees Parlement van 29 november 2007, "Nieuwe impulsen voor de Afrikaanse landbouw — Voorstel voor de landbouwontwikkeling en voedselzekerheid in Afrika", alsook op de resolutie van het Europees Parlement van 13 januari 2009, over het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de wereldvoedselzekerheid (2008/2153(INI));

I. attendeert op de landbouwprognoses 2008–2017 die werden bekendgemaakt door de Voedsel- en Landbouworganisatie van de Verenigde Naties (FAO) en de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO);

J. houdt rekening met de aanbevelingen van de *International Assessment of Agricultural Science and Technology for Development* (IAASTD);

K. verwijst naar de onderhandelingen die in het kader van de *Doha Development Agenda* in de Wereldhandelsorganisatie (WTO) aan de gang zijn;

L. attendeert op de Verklaring van Parijs over de doeltreffendheid van de hulp, die op 2 maart 2005 werd aangenomen;

M. wijst op het voorstel voor een Verordening van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een snelleresponsfaciliteit voor maatregelen tegen de scherpe stijging van de voedselprijzen in de ontwikkelingslanden (COM/2008/0450);

N. refereert aan het verslag van de Commissie Landbouw en Plattelandsontwikkeling van het Europees Parlement, alsook aan het advies van de Commissie Ontwikkelingssamenwerking, van de Commissie Buitenlandse Zaken, van de Commissie Internationale handel en van de Commissie Industrie, Onderzoek en Energie (A6-0505/2008);

O. vestigt de aandacht op artikel 25, § 1, van de Universele Verklaring van de rechten van de mens, inzake het recht op voedsel;

P. wijst op de mededeling van de Commissie van 20 mei 2008 aan het Europees Parlement, de Raad, het Europees Economisch en Sociaal Comité en het Comité van de Regio's, met als opschrift "Het probleem van de stijging van de voedselprijzen aanpakken — Richtsnoeren voor maatregelen van de EU" (COM(2008)0321);

Q. considérant l'objectif visant à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim à l'horizon 2015, repris dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement adoptés lors du sommet du Millénaire des Nations Unies en septembre 2000;

R. considérant que la demande alimentaire mondiale devrait doubler d'ici à 2050 et que la production alimentaire de la planète devra s'accroître, dans un contexte de pression sur les ressources naturelles et que, selon la FAO, il suffirait d'investir 30 000 000 000 d'euros par an pour assurer la sécurité alimentaire d'une population mondiale qui atteindra 9 milliards d'habitants en 2050;

S. considérant la loi belge du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge, réservant une large place à la coopération au développement et qui fait de l'agriculture l'une de ses thématiques sectorielles prioritaires;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT:

1. d'inscrire la problématique de la sécurité alimentaire mondiale pour les pays en voie de développement à l'agenda de l'Union européenne;

2. d'inciter les gouvernements des États membres de l'Union européenne à mobiliser une part plus importante de l'aide au développement pour les pays en développement afin d'augmenter leur production agricole;

3. d'inciter l'ONU à mettre en œuvre un plan global d'action afin de préserver la sécurité alimentaire mondiale;

4. d'inciter le Conseil européen, la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement (BEI) à renforcer substantiellement l'aide européenne destinée à l'agriculture.

6 juillet 2010

Denis DUCARME (MR)

Q. heeft weet van de doelstelling om het aantal hongerslijdenden tegen 2015 met de helft terug te dringen; die doelstelling is vervat in de Millenniumdoelstellingen inzake ontwikkeling, die werden bijgestuurd op de VN-Millenniumtop van september 2000;

R. is zich ervan bewust dat de internationale vraag naar voedsel zal verdubbelen tegen 2050 en dat wereldwijd meer voedsel moet worden geproduceerd, ondanks de druk op de natuurlijke rijkdommen, alsook dat volgens de FAO een investering van 30 000 000 000 euro per jaar zou volstaan om de voedselzekerheid van de wereldbevolking (in 2050 9 miljard mensen) te vrijwaren;

S. brengt de Belgische wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking in herinnering, die ruim aandacht besteedt aan de ontwikkelingssamenwerking, en die de landbouw opneemt als één van de prioritaire sectoren;

VRAAGT DE REGERING:

1. het vraagstuk van de internationale voedselzekerheid van de ontwikkelingslanden op de agenda te plaatsen van de Europese Unie;

2. er de respectieve regeringen van de EU-lidstaten toe aan te zetten een groter aandeel van hun ontwikkelingshulp aan de ontwikkelingslanden te besteden, teneinde de productie van de landbouwproducten aldaar op te voeren;

3. er de VN toe aan te zetten een alomvattend actieplan uit te werken om de wereldvoedselzekerheid te vrijwaren;

4. er de Europese Raad, de Europese Commissie en de Europese Investeringsbank (EIB) toe aan te zetten de Europese landbouwsteun fors te verhogen.

6 juli 2010